

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1783

15 septembre 2009

SOMMAIRE

6922767 Holding Sàrl	85572	Immobilière de Gestion Financière S.A.	85541
Altice B2B Lux. S.à r.l.	85538	Kalkalit-Lux 6 S. à r.l.	85547
Apaj Holding S.A.	85544	Klopi S.A.	85538
Atlantic Haus Investments S.à r.l.	85545	Lilac Holding Lux S.à r.l.	85548
Baltray S.à r.l.	85545	Liquiditätsfluss No.1 S.A.	85558
Biomet Finance Luxembourg S.à r.l.	85569	Luxelife S.à r.l.	85539
Bioone Luxembourg S.à r.l.	85584	Luxembourg Real Estate Company	85542
Caldwynn S.A.	85576	Matrix Property Fund Management (Lu-	
CAREP Japan S.à r.l.	85544	xembourg) S.A.	85584
Casa Padronale S.à r.l.	85541	MKF McKelcey Funds S.A.	85547
Cifrom S.A.	85575	Patron Elke S.à r.l.	85580
Clovis Investments S.à r.l.	85546	Pointer s.à r.l.	85539
Consint S.A.	85547	Progen SA	85538
Continental Real Estate Company	85542	ProLogis UK IX Sàrl	85581
ERIA Invest SA	85540	Querinvest S.A.	85540
Euroconfiserie et Alimentation S.A.	85547	Remus S.à r.l.	85538
Falconbourg S.à r.l.	85540	Riesling S.A.	85547
Fininsteel S.A.	85544	Sierra International S.A.	85540
Flowstone S.à r.l.	85545	St Antoine Investments	85538
Foch Partners Luxembourg	85539	Steel Invest S.A.	85543
Food Partners S.A.	85543	Stel Invest S.A.	85541
German Retail Luxco S.à r.l.	85541	Stel Invest S.A.	85541
Goldman Sachs International Funds	85546	St Pierre S.à r.l.	85581
Gravey S.A.	85544	Tecnicredito Cayman S.à r.l.	85539
Gulix FF S.à r.l.	85546	Union Financière Immobilière Luxem-	
Gulix Investments S.à r.l.	85546	bourgeoise	85543
HMS S.A.	85546	Vasikka S.A.	85545
Hörgeräteakustik Wagner + Treinen S.à		Victoria's Secret International S.à r.l.	85544
r.l.	85542	Violane Finance S.à r.l.	85545
Hôtel Royal S.A.	85543	Vrinat Automocion SSCI S.à r.l.	85543
HP Funding Corp. S.A.	85539	Yakima S.A.	85583
IHL	85542	Ypso Holding S.à r.l.	85540
Immobilière Beaumont S.A.	85542		

Progen SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9806 Hosingen, 13-34, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 78.782.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 20/07/2009.

Signature.

Référence de publication: 2009109945/10.

(090131648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Klopi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 100.754.

Le Bilan au 31/12/06 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009110009/10.

(090132165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Altice B2B Lux. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 131.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110010/10.

(090132099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

St Antoine Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 134.085.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 17 août 2009.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2009110011/12.

(090132026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Remus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8045 Strassen, 17, Val des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 145.968.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 août 2009.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2009110008/12.

(090132029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Pointer s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.
R.C.S. Luxembourg B 142.153.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bertrange, le 20.08.2009. Signature.

Référence de publication: 2009110012/10.

(090132162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Tecnicredito Cayman S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 146.891.

Les comptes de clôture au 29 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110014/10.

(090132098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Luxelife S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 136.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110016/10.

(090132097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

HP Funding Corp. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 112.347.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HP FUNDING CORP. SA

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009110013/12.

(090132145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Foch Partners Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 114.393.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOCH PARTNERS Luxembourg S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009110015/12.

(090132144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Ypso Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 110.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110019/10.

(090132096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Falconbourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 133.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Laetitia Ambrosi.

Référence de publication: 2009110031/10.

(090132130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Sierra International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 71.934.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009110034/10.

(090132124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

ERIA Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5424 Gostingen, 11A, rue du Relais.

R.C.S. Luxembourg B 131.008.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 17 août 2009.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2009110018/12.

(090132024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Querinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

QUERINVEST S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009110007/12.

(090132100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Stel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 110.620.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2009110017/11.

(090132143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Stel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 110.620.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2009110020/11.

(090132140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

German Retail Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 127.708.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110033/11.

(090132129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Casa Padronale S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 37, avenue Gordon Smith.
R.C.S. Luxembourg B 116.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2009110129/11.

(090132746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Immobilière de Gestion Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 27.858.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110120/10.

(090132703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Immobilière Beaumont S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 18.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110117/10.

(090132707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Continental Real Estate Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 19.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110118/10.

(090132705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Luxembourg Real Estate Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 21.126.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110122/10.

(090132700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

IHL, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 105.317.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 56030 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009110002/12.

(090131908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Hörgeräteakustik Wagner + Treinen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6677 Mertert, 2, rue Sandkaul.

R.C.S. Luxembourg B 109.876.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 août 2009.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2009110003/12.

(090132039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Hôtel Royal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 20.228.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110123/10.

(090132696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Union Financière Immobilière Luxembourgeoise, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 23.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110124/10.

(090132694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Steel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 53.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110125/10.

(090132739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Food Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 145.978.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 56031 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009110001/12.

(090131897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Vrinat Automocion SSCI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 2, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 110.261.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 août 2009.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2009110004/12.

(090132036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Gravey S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 20.899.

Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110126/10.

(090132737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Finisteel S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 53.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110127/10.

(090132735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Apaj Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 61.392.

Les comptes annuels au 30 novembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110128/10.

(090132728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Victoria's Secret International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 142.819.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 août 2009.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2009110006/12.

(090132033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

CAREP Japan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 30.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 111.989.

Les comptes annuels pour la période du 18 octobre 2005 (date de constitution) au 30 juin 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 août 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009110784/12.

(090133309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Baltray S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA
Signatures

Référence de publication: 2009110697/11.

(090133219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Flowstone S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA
Signatures

Référence de publication: 2009110698/11.

(090133222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Violane Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA
Signatures

Référence de publication: 2009110699/11.

(090133228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Atlantic Haus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 129.927.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Atlantic Haus Investments
Signature

Référence de publication: 2009110700/11.

(090133233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Vasikka S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 68.379.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.
Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009110713/10.

(090133149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Clovis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 127.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clovis Investments S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009110705/11.

(090133234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Gulix Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 118.936.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gulix Investments S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009110706/11.

(090133237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Gulix FF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 122.963.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gulix FF S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009110707/11.

(090133240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

HMS S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 105.430.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 12.08.2009.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009110714/11.

(090133150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Goldman Sachs International Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 129.580.

Le bilan au 30 novembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110716/10.

(090133159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Consint S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 102.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110717/10.

(090133163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Euroconfiserie et Alimentation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 74.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110719/10.

(090133164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

MKF McKelcey Funds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 132.725.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110728/10.

(090133169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Riesling S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 42.358.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2009110715/11.

(090133151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Kalkalit-Lux 6 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.570.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2009.

M. Matthijs Bogers

Gérant

Référence de publication: 2009110192/13.

(090132462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Lilac Holding Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 849.787,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 131.967.

In the year two thousand and nine on the thirtieth day of July.

Before Maître Elvinger, notary, residing in Luxembourg

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "Lilac Holding Lux S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office in L-1724 Luxembourg, 19-21 boulevard du Prince Henri, incorporated by deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on 24th July, 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C - 2404 on 24th October, 2007.

The meeting was presided by Mr Patrick Santer, Maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary Ms Flora Gibert, notary clerk, professionally residing in Luxembourg, and as scrutineer Mr Jens Konrad, Maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. As it appears from the attendance list, the one thousand two hundred forty (1,240) shares, representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having been beforehand informed.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Amendment of the nominal value of the shares of the Company in order to change it from ten Euro (10.00€) to one Euro (1.00€) so that each existing share of a nominal value of ten Euro (10.00€) be divided into ten (10) shares of a nominal value of one Euro (1.00€) each.

2. Increase of the issued share capital of the Company from twelve thousand four hundred Euro (12,400€) to eight hundred forty nine thousand seven hundred eighty nine Euro (849,787 €) by the issue of eight hundred thirty seven thousand three hundred eighty seven (837,387) shares, each with a nominal value of one Euro (1.00€) and each for a subscription price of one Euro (1.00€) against contributions in kind (the "Contributions in Kind") by (i) the transfer and contribution of eight hundred twenty four thousand nine hundred ninety nine (824,999) preferred equity certificates issued by the Company (the "PECs") representing a receivable for a total amount of eight hundred twenty four thousand nine hundred ninety nine Euro (824,999€), approval of the evaluation of the contribution in kind of the PECs to eight hundred twenty four thousand nine hundred ninety nine Euro (824,999€) and (ii) the transfer and contribution of receivables for a total amount of twelve thousand three hundred eighty eight Euro (12,388€), approval of the evaluation of the contribution in kind of the receivables to twelve thousand three hundred eighty eight Euro (12,388€).

3. Amendment of the financial year of the Company so that the financial year begins on 1st January of a given year and ends on 31st December of the same year, save for the current financial year that started on 1st July, 2009 and would end on 31st December, 2009 and consequential amendment of article 12 of the articles of incorporation of the Company.

4. Amendment, rewording in English and restatement of the articles of incorporation of the Company in particular without limitation in order to include the amendments pursuant to the first three items here above, substantially in the form as attached in the proxies, the proxy holder being however expressly authorised and empowered to make, and agree to, such changes and amendments as deemed appropriate.

Thereafter, the shareholders unanimously resolved as follows:

First resolution

It is resolved to change the nominal value of the shares of the Company from ten Euro (10.00€) to one Euro (1.00€) so that each existing share of a nominal value of ten Euro (10.00€) be divided into ten (10) shares of a nominal value of one Euro (1.00€) each.

Shareholder	Number of shares with a nominal value of 10.00€	Number of shares with a nominal value of 1.00€
JH Investment Partners II L.P.	1,155	11,550
JH Investment Partners GP Fund II, LLC	75	750
JH Investment Partners II (AI) L.P.	10	100
TOTAL	1,240	12,400

Second resolution

It is resolved to increase the issued share capital of the Company from currently twelve thousand four hundred Euro (12,400€) to eight hundred forty nine thousand seven hundred eighty seven Euro (849,787€) by the issue of -eight hundred thirty seven thousand three hundred eighty seven(837,387) shares, each having a nominal value of one Euro (1.00.€) and for a subscription price of one Euro (1.00€) per share, thus i.e. for a total subscription price of eight hundred thirty seven thousand three hundred eighty seven Euro (837,387€).

It is resolved to accept the payment of the subscription price by way of the Contributions in Kind being (i) eight hundred twenty four thousand nine hundred ninety nine (824,999) PECs representing a receivable for a total amount of eight hundred twenty four thousand nine hundred ninety nine Euro (824,999€) and (ii) the transfer and contribution of receivables for a total amount of twelve thousand three hundred eighty eight Euro (12,388€) to the following subscribers:

Subscriber	PECs contributed (€)	Receivables contributed (€)	Number of shares subscribed	Subscription price (€)
JH Investment Partners II L.P.	764,063	11,475	775,538	775,538
JH Investment Partners GP Fund II, LLC	54,158	811	54,969	54,969
JH Investment Partners II (AI) L.P.	6,778	102	6,880	6,880
TOTAL	824,999	12,388	837,387	837,387

The shareholders resolved to acknowledge and approve the report by the board of managers of the Company dated 29 July 2009, 2009 (a copy of which is annexed to the present deed to be registered therewith) the conclusion of which reads as follows:

"In view of the above, the board of managers believes that the value of the Contribution of PECs consisting of eight hundred twenty four thousand nine hundred-ninety nine PECs amounts to eight hundred twenty four thousand nine hundred ninety-nine Euro (824,999 Euro), and that the value of the Contribution of Receivables amounts to twelve thousand three hundred eighty-eight Euro (12,388 Euro)."

It is resolved to approve the evaluation of the Contributions in Kind to eight hundred thirty seven thousand three hundred thirty seven Euro (837,387€).

Evidence of transfer to the Company of the Contributions in Kind has been shown to the undersigned notary.

Third resolution

The shareholders of the Company resolved to amend the financial year of the Company so that the financial year would begin on 1st January of a given year and end on 31st December of the same year, save for the current financial year that had started on 1st July, 2009 and would end on 31st December, 2009.

Fourth resolution

It is resolved to amend, reword in English and restate the articles of incorporation of the Company as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Lilac Holding Lux S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, including, to the extent permitted by law, in any direct or indirect parent company, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, convertible loan notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes) and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an

extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at eight hundred forty nine thousand seven hundred eighty seven Euro (849,787 €) divided into eight hundred forty nine thousand seven hundred eighty seven (849,787) shares with a nominal value of one Euro (1.00€) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of different classes, namely class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers or for meetings at which all the managers are present or represented and have declared having been duly informed on the agenda.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented (provided that in the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) such majority shall always include at least one class A (which may be represented)).

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company present or represented (provided that any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers present or represented including at least one class A manager).

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one manager provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers one of which being always an class A manager unless otherwise resolved by the board of managers. Copies, or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one managers provided however that in the event the general meeting of

shareholders has appointed different classes of managers, copies or extracts of the minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers one of which being always an class A manager unless otherwise resolved by the board of managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

The Company will be bound by the sole signature of the sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any one of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of two managers one of which shall always be a class A manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by any one of the managers provided that in the event of classes of managers, by two managers one of which shall always be a class A manager (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers, Indemnification. The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties. Subject to the exceptions and limitations listed in the following paragraph, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Conflicts. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer, agent, adviser or employee of such other company or firm. Any manager or officer who serves as a director, officer or employee or otherwise of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 10. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 11. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings held including (to the extent permitted by law) by way of conference call, video conference or other means of communication allowing shareholders taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date

of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented, (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting shall be held on the last Thursday in November at 2 p.m. (CET) of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year with the exception of the financial year 2009, which has begun on 1st July, 2009 and shall terminate on 31st December, 2009.

Art. 13. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

The operations of the Company shall, if the Company counts more than 25 shareholders be subject to the supervision of a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders. The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause. In the case the thresholds set by law as to the appointment of an independent auditor are met, the accounts of the Company shall be supervised by an independent auditor (réviseur d'entreprises).

Art. 14. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase at the fixed rate registration tax perception, have been estimated at about three thousand five hundred Euros.

There being no further business on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le trentième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "Lilac Holding Lux S.à.r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21 boulevard du Prince Henri, constituée selon acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven du 24 juillet 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C-2404 le 14 octobre 2007.

L'assemblée fut présidée par Monsieur Patrick Santer, Maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg.

Fut désigné comme secrétaire Madame Flora Gibert, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, et comme scrutateur Monsieur Jens Konrad, Maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclara et a requis le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont présentés sur une liste de présence. Cette liste et lesdites procurations, signées par les parties comparantes et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées avec le procès-verbal.

II. Tel qu'il apparaît de la liste de présence, les mille deux cent quarante (1.240) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour desquels les actionnaires ont été préalablement informés.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification de la valeur nominale des parts sociales de la société de dix Euro (10,00€) à un Euro (1,00€), de telle sorte que chaque part sociale existante d'une valeur nominale de dix Euro (10,00€) soit divisée en dix (10) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,00€).

2. Augmentation du capital social émis de la Société de douze mille quatre cents Euro (12.400€) à huit cent quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt sept Euro (849.787€) par l'émission de huit cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt sept (837.387) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un Euro (1,00€) et un prix de souscription d'un Euro (1,00€) en contrepartie d'un apport en nature ("Apport en Nature") consistant en (i) l'apport de huit cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf (824.999) certificats d'actions préférés (preferred equity certificates, les "PECs") émis par la Société représentant une créance d'un montant total de huit cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf Euro (824.999€), approbation de l'évaluation de l'Apport en Nature à huit cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf Euro (824.999€), et (ii) l'apport de créances pour un montant de douze mille trois cent quatre-vingt huit (12.388) Euro, approbation de l'évaluation de l'apport en nature à douze mille trois cent quatre-vingt huit Euro (12.388€).

3. Modification de l'exercice social de la Société de sorte que l'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre de la même année, à l'exception de l'exercice social en cours qui a commencé le 1^{er} juillet 2009 pour se terminer le 31 décembre 2009 et modification en conséquence de l'article 12 des statuts de la Société

4. Modification, reformulation en anglais et réarrangement des statuts de la Société en particulier mais non limitativement en vue d'inclure les modifications suivant les trois premiers points ci-dessus, substantiellement dans la forme annexée aux procurations, le détenteur de la procuration étant expressément autorisé et ayant reçu le pouvoir de faire et de décider des changements et modifications appropriées.

Ensuite, les associés ont pris les décisions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Il est décidé de modifier la valeur nominale des parts sociales de la société de dix euro (10,00€) à un euro (1,00€), de telle sorte que chaque part sociale existante d'une valeur nominale de dix Euro (10,00€) soit divisée en dix (10) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,00€).

Le capital social se répartit donc de la façon suivante:

Associés	Nombre de parts d'une valeur nominale de 10,00€	Nombre de parts d'une valeur nominale de 1,00€
JH Investment Partners II L.P.	1.155	11.550
JH Investment Partners GP Fund II, LLC	75	750
JH Investment Partners II (AI) L.P.	1074	100
TOTAL	1.240	12.400

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social émis de la Société de douze mille quatre cent Euro (12.400 €) à huit cent quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt-sept Euro (849.787€) par l'émission de huit cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-sept (837.387) parts sociales ayant chacune une valeur nominale d'un Euro (1,00€) et un prix de souscription

d'un Euro (1,00€) par action, c'est-à-dire pour un prix de souscription total de huit cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-sept Euro (837.387€).

Il est décidé d'accepter le paiement du prix de souscription par voie d'apports en nature (les "Apports en Nature") de (i) huit cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf (824.999) PECs représentant une créance d'un montant total de huit cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf Euro (824.999€) et (ii) de créances pour douze mille trois cent quatre-vingt huit (12.388) Euro par les souscripteurs suivants:

Souscripteur	PECs apportés (€)	Créances apportées (€)	Nombre de parts sociales souscrites	Prix de souscription (€)
JH Investment Partners II L.P	764,063	11,475	775,538	775,538
JH Investment Partners GP Fund II, LLC	54,158	811	54,969	54,969
JH Investment Partners II (AI) L.P.	6,778	102	6,880	6,880
TOTAL	824,999	12,388	837,387	837,387

Les associés ont décidé de reconnaître et d'approuver le rapport du conseil de gérance daté du 29 juillet 2009 (dont une copie restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement) et dont la conclusion est la suivante:

"Au vu de ce qui précède, le conseil de gérance estime que la valeur de l'apport en nature consistant en huit cent vingt-cinq mille PECs émis par la Société s'élève à huit cent vingt-quatre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf Euro (824.999€) et que la valeur de l'apport en nature consistant en l'apport de créances s'élève à douze mille trois cent quatre-vingt huit Euro (12.388 Euro)."

Il est décidé d'approuver l'évaluation des Apports en Nature à huit cent trente-sept mille trois cent quatre-vingt-sept Euro (837.387€).

Preuve du transfert à la Société de l'Apport en Nature a été montrée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Les actionnaires ont décidé de modifier l'exercice social de sorte que l'exercice social commence le 1^{er} janvier d'une année pour se terminer le 31 décembre de la même année, à l'exception de l'exercice social en cours qui a commencé le 1^{er} juillet 2009 et se terminera le 31 décembre 2009.

Quatrième résolution

Il est décidé de modifier, reformuler en anglais et réarranger les statuts de la Société comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparants et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Lilac Holding Lux S.à r.l."(la "Société"). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, y inclus, dans la mesure permis par la loi, toutes société-mère directe ou indirecte, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations ou de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y inclus upstream ou cross stream), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à Euros huit cent quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt sept Euro (849,787€) divisé en huit cent quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt sept (849,787) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,00€) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, dans la mesure où un seul propriétaire est admis par part sociale. Des co-propriétaires conjoints doivent désigner une seule personne en tant que leur représentant envers la Société.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

La Société peut, dans la mesure permis par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Art. 7. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir des gérants de Classe A et des gérants de Classe B. Cette classification des gérants sera dûment enregistrée dans les résolutions de l'assemblée concernée et les gérants appartenant à chaque classe seront identifiés.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance ou pour des réunions du conseil de gérance auxquelles tous les gérants sont présents ou représentés et ont déclaré avoir été dûment informés de l'ordre du jour.

Le conseil de gérance peut uniquement valablement agir ou délibérer si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée (à condition que lorsque l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de Classe A et des gérants de Classe B) une telle majorité inclura un gérant de Classe A (qui peut se faire représenter)).

Les décisions du conseil de gérance sont valablement approuvées par la majorité des gérants présents ou représentés (à condition que lorsque l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, les résolutions du conseil de gérance ne pourront être adoptées qu'à la majorité des gérants présents ou représentés incluant au moins un gérant de classe A).

Les résolutions du conseil de gérance seront signées par un des gérants, à condition que lorsque l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront signées par deux gérants dont un gérant de Classe A, sauf en cas de décision contraire du conseil de gérance. Des copies ou extraits de ces résolutions qui pourront être notamment versées dans le cadre de procédures judiciaires seront signés par un des gérants à condition que lorsque l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, les copies ou extraits de telles résolutions du conseil de gérance seront signées par deux gérants dont un gérant de Classe A, sauf en cas de décision contraire du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions

des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe de deux gérants dont un gérant de Classe A (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par un des gérants, étant entendu que lorsqu'il existe différentes classes de gérants, par deux gérants dont un gérant de Classe A, (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants, Indemnisation. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'alinéa suivant, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots "demande", "action", "plainte" ou "procédure" s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots "responsabilité" et "dépenses" devront comprendre, sans que cette liste soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable:

- i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;
- ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou
- iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9 Conflits. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs des gérants ou dirigeants de la Société est intéressé à un tel contrat ou transaction, ou est administrateur, gérant, associé, dirigeant, mandataire, consultant ou employé de cette autre société ou entité. Tout gérant ou dirigeant qui exerce la fonction d'administrateur, gérant, dirigeant ou employé ou autrement auprès d'une société ou entité avec laquelle la Société conclura un contrat ou entre autrement en relation d'affaires, ne sera pas, en raison d'une telle affiliation avec telle autre société ou entité, empêché de délibérer et de voter ou agir sur n'importe quelle matière en relation avec ce contrat ou cette autre affaire.

Art. 10. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et à la (aux) majorité(s) prévue(s) par la Loi Luxembourgeoise sur les sociétés, par écrit (dans la mesure permise par la loi) ou lors d'assemblées y compris (dans la mesure permise par la loi) par voie de conférence téléphonique, visioconférence, ou autres moyens de communication permettant à tous les associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire valable (le cas échéant) représentera l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée, (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés la tenue d'une assemblée générale annuelle des associés sera obligatoire. La date de la tenue de l'assemblée générale annuelle est fixée au dernier jeudi du mois de novembre à quatorze (14) heures (CET) de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le jour ouvrable le plus proche.

Art. 12. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, à l'exception de l'exercice social pour 2009, qui a commencé le 1^{er} juillet 2009 et se terminera le 31 décembre 2009.

Art. 13. Comptes annuels. Chaque année à la fin de l'année sociale, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Les opérations de la Société seront, si la Société compte plus de 25 associés, soumises au contrôle d'un commissaire aux comptes, associé ou non. Le commissaire aux comptes sera nommé par l'assemblée générale des associés pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des Associés. Le commissaire aux comptes pourra être révoqué à tout moment par les associés avec ou sans cause. Si les seuils prévus par la loi relatifs à la nomination d'un commissaire aux comptes sont respectés, les comptes de la Société seront supervisés par un réviseur d'entreprise.

Art. 14. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. Les associés peuvent décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société ou qui lui seront imputés en rapport avec son augmentation du capital social au taux fixe d'enregistrement de la perception fiscale sont estimés à trois mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, ce procès-verbal est rédigé en anglais suivi par une traduction française, à la demande des mêmes parties comparantes en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu ce procès-verbal, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SANTER, F. GIBERT, J. KONRAD, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 31 juillet 2009. Relation: LAC/2009/30986. Reçu soixante-quinze euros (75 euros)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 AOÛT 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009110789/567.

(090132958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

Liquiditätsfluss No.1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 147.749.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-ninth day of July.

Before Maître Francis Kessler civil law notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting Lupercal, a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, having its statutory seat (statutaire zetel) in The Netherlands at Amsteldijk 166, 1079 LH Amsterdam, registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce of Amsterdam (Handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Amsterdam) under number 34351221.

Being represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing in Differdange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the herein above stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited liability company (société anonyme), which it declares to establish.

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration.

1. Form, Corporate name.

1.1 There is hereby formed a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and by the present articles (the "Articles"). The Company shall be subject to the law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

1.2 The Company exists under the name of "Liquiditätsfluss No. 1 S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder") or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") or the sole director of the Company (the "Sole Director") is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors or by the Sole Director.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities or certificates of indebtedness evidencing assignable loans (including Schuldscheine) by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

- a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;
- b) acquire, directly or indirectly, any kind of receivables including mail order receivables and loans or any risks relating thereto;
- c) sell, transfer, assign or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Board of Directors, the Sole Director or any person appointed for such purpose shall approve at such time;
- d) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;
- e) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;
- f) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;
- g) issue bonds, notes or certificates of indebtedness evidencing assignable loans (including Schuldscheine) or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and
- h) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

3.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital

5. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euro (€ 100) each, fully paid up (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

6. Form of the shares. The shares are issued in the form of registered shares only.

7. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors or the Sole Director shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares, which are not fully paid up.

8. Modification of capital.

8.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the Shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

8.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III. - Bonds, Notes and Other debt instruments

9. Registered or bearer form. The Company may issue bonds, notes, certificates of indebtedness evidencing assignable loans (including Schuldscheine) or other debt instruments under registered or bearer form. Bonds, notes, certificates or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV. - Directors, Board of directors, Independent auditors

10. Board of directors or sole director.

10.1 In case of plurality of Shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three persons (the "Directors" and each a "Director"), who need not be Shareholders.

10.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of Shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company is managed by either a Board of Directors in accordance with article 10.1 or a Sole Director. If at an ordinary general meeting of the Shareholders the Company has more than one shareholder it may no longer be managed by a Sole Director and a Board of Directors shall be appointed in accordance with article 10.1. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

10.3 The Directors, including the Sole Director are appointed by the general meeting of Shareholders or the Sole Shareholder for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution

of the general meeting of Shareholders or of the Sole Shareholder. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without indication of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

10.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders which will be asked to ratify such election.

11. Meetings of the board of directors.

11.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of Shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

11.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

11.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

11.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

11.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed, provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating Directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

11.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (resolutions circulaires). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

11.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

11.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

12. General powers of the board of directors / Sole director.

12.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

12.2 The Board of Directors or the Sole Director is authorised to transfer, assign and dispose of the assets of the Company in such manner as the Board of Directors or the Sole Directors deems appropriate as well as, for the avoidance of doubt, in accordance with the terms and conditions of the securities issued by the Company in the context of the securitisation of the relevant assets.

13. Delegation of powers.

13.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, Directors, managers or other officers who need not be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine.

13.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

14. Representation of the company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of any two Directors or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two Directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

15. Independent auditor.

15.1 The accounts of the Company are audited by one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises) appointed by the Board of Directors or by the Sole Director.

15.2 The independent auditors are re-eligible.

16. Conflict of interests.

16.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has an interest in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm, provided that paragraph 16.3 is complied with.

16.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3 In the event that any Director of the Company may have any personal and opposing interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such personal and opposing interest, shall cause a record of this statement to be included in the minutes of the meeting and shall not consider or vote upon any such transaction. Such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the Shareholders of the Company.

16.4 If there is only a Sole Director, by derogation to paragraph 16.3, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest opposing with that of the Company.

16.5 The provisions of the preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the Board of Directors or of the Sole Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

Chapter V. - General meeting of shareholders**17. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.**

17.1 The Company may have a Sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the Sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

17.2 If there is only one shareholder, that Sole Shareholder shall assume all powers conferred to the general meeting of Shareholders and shall take the decision in writing.

17.3 In the event of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

17.4 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In the event that all the Shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

17.5 A Shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

17.6 The Shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, only the forms received by the company three (3) days prior to the general meeting of Shareholders they relate to are taken into account.

17.7 The Shareholders are entitled to participate in the meeting by teleconference or by ways of telecommunications allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing effective participation in the meeting whereof the deliberations are transmitted on a continuous basis.

17.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented.

17.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-thirds of the votes cast of the shareholders present or represented.

17.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

18. Place and Date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of Shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the first Thursday of June at 11 o'clock, and for the first time in 2010. If such day is a public holiday, the annual general meeting of Shareholders will be held on the next following business day.

19. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the Shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

20. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of Shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI. - Business year, Distribution of profits

21. Business year.

21.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2009.

21.2 The Board of Directors or the Sole Director shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of Shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

22. Distribution of profits.

22.1 Each year at least five per cent (5%) of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

22.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of Shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

22.3 The Board of Directors or the Sole Director may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

23. Dissolution, Liquidation.

23.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders adopted in accordance with the procedure required for the amendment of the Articles.

23.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Sole Shareholder or the general meeting of Shareholders.

23.3 If no liquidators are appointed by the Sole Shareholder or the general meeting of Shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidator(s) vis-a-vis third parties.

Chapter VIII. - Applicable law

24. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for three hundred and ten (310) shares as follows:

Stichting Lupercal	310 shares
Total: three hundred and ten shares	310 shares

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, Stichting Lupercal considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the Shareholders passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 7, Val Ste Croix L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as Directors, each with a mandate expiring on occasion of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2015:

a) Mr Alexis Kamarowsky, company director, with professional address at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mr Federigo Cannizzaro di Belmontino, company director, with professional address at 7, Val Sainte-Croix, L - 1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

c) Mr Jean-Marc Debaty, company director, with professional address at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Has been appointed as Chairman of the Board of Directors, his mandate expiring on occasion of the annual general meeting of Shareholders to be held in 2015.

Mr Alexis Kamarowsky, company director, with professional address at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Am neunundzwanzigsten Juli des Jahres zweitausendundneun.

Vor Maître Francis Kessler, Notar mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIEN:

Stichting Lupercal, eine Stiftung (Stichting) gegründet nach dem Niederländischen Recht mit Sitz (statutaire zetel) in Amsteldijk 166, 1079 LH, Amsterdam, Niederlande, eingetragen bei dem Handelregister der Handelskammer von Amsterdam (Handelsregister van de Kamer van Koophandel voor Amsterdam) unter der Nummer 34351221,

vertreten durch Frau Sofia Afonso-Da Chao Conde, Privatbeamtin, wohnhaft in Differdingen, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die, durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar mit "ne varietur" paraphiert, dieser Urkunde beigelegt bleibt und zeitgleich mit dieser bei den Registerstellen eingereicht wird.

Die Erschienene, handelnd in der oben genannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die nachfolgende Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) aufzusetzen, die sie nach eigener Aussage zu gründen wünscht.

Kapitel I. - Name, Sitz, Gesellschaftszweck, Dauer des Bestehens

1. Rechtsform, Name der Gesellschaft.

1.1 Die Gesellschaft ist eine Luxemburger Aktiengesellschaft (société anonyme) (die "Gesellschaft"), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das "Gesetz von 1915") und der vorliegenden Satzung (die "Satzung"). Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 22. März 2004 über die Verbriefung in seiner aktuellen Fassung (das "Verbriefungsgesetz").

1.2 Die Gesellschaft handelt unter dem Namen "Liquiditätsfluss No. 1 S.A.".

2. Sitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Sitz kann durch einen Beschluss des Alleinaktionärs der Gesellschaft (der "Alleinaktionär"), beziehungsweise im Falle von mehreren Aktionären durch einen den Anforderungen an Satzungsänderungen genügenden Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre in eine andere Gemeinde innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.3 Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") oder das alleinige Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft (der "alleinige Verwaltungsrat") ist ermächtigt, die Adresse der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde zu verlegen, in der sich der Sitz der Gesellschaft befindet.

2.4 Sollten außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder unmittelbar bevorstehen, aufgrund derer Einschränkungen der üblichen Abläufe am Sitz der Gesellschaft oder der Kommunikation mit dem Ausland zu erwarten sind, kann der Sitz der Gesellschaft bis zu einer vollständigen Normalisierung dieser Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Eine solche Entscheidung lässt die Nationalität der Gesellschaft unberührt, die ungeachtet der Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Sitzverlegung ins Ausland trifft der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat.

3. Gesellschaftszweck.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, im Rahmen einer oder mehrerer unter das Verbriefungsgesetz fallende und durch dieses Gesetz geregelte Verbriefungsgeschäfte als Erwerbgesellschaft und/oder Emittent zu fungieren.

3.2 Die Gesellschaft kann Rechtsgeschäfte vornehmen, durch die sie unmittelbar oder mittelbar über eine andere Gesellschaft Risiken erwirbt oder übernimmt, die mit Forderungen, anderen Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten

Dritter verbunden sind oder die den Geschäftstätigkeiten Dritter ganz oder teilweise innewohnen. Der Erwerb oder die Übernahme derartiger Risiken durch die Gesellschaft wird dadurch finanziert, dass die Gesellschaft selbst oder eine andere Verbriefungsgesellschaft Wertpapiere oder Schuldtitel, die übertragbare Darlehen bescheinigen (einschließlich Schuldscheine) ausgeben, deren Wert oder Rendite von den seitens der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt.

3.3 Im Rahmen der vorstehenden allgemein gültigen Regelung darf die Gesellschaft insbesondere:

a) von internationalen Institutionen und Organisationen, souveränen Staaten, Kapital- oder Personengesellschaften begebene Wertpapiere und Finanzinstrumente (im weitesten Sinne) zeichnen oder in sonstiger geeigneter Weise erwerben;

b) direkt oder indirekt Forderungen jeglicher Art, inklusive Versandhandelsforderungen sowie Darlehen oder damit verbundene Risiken erwerben;

c) ihre Vermögenswerte in einer Weise und zu einem Gegenwert verkaufen, übertragen, abtreten oder anderweitig darüber verfügen, wie von dem Verwaltungsrat, dem alleinigen Verwaltungsrats oder einer anderen mit dieser Aufgabe betrauten Person zu dem betreffenden Zeitpunkt genehmigt;

d) zur Förderung ihres Gesellschaftszwecks ihre Vermögenswerte, Wertpapiere oder sonstigen Finanzinstrumente verwalten, einsetzen oder anderweitig verwenden, und im Rahmen von Artikel 61 Abs. 3 des Verbriefungsgesetzes an den von der Gesellschaft gehaltenen Vermögenswerten und Rechten Garantien oder Sicherheiten in Form von Grundpfandrechten, Pfandrechten, Gebühren oder in jeder anderen Form von Sicherheit bestellen;

e) im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte Wertpapierleihen und Wertpapierpensionsgeschäfte abschließen;

f) Derivatgeschäfte (insbesondere Swaps, Futures, Forwards und Optionsgeschäfte) und vergleichbare Transaktionen abschließen und durchführen;

g) Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldtitel, die übertragbare Darlehen bescheinigen (einschließlich Schuldscheine) oder andere Schuldtitel (auch in Form von Beteiligungsrechten) oder Aktienwerte ausgeben, deren Wert oder Rendite von den von der Gesellschaft erworbenen oder übernommenen Risiken abhängt; und

h) als Kreditnehmer Darlehensvereinbarungen im Rahmen des Verbriefungsgesetzes eingehen, insbesondere zum Zwecke der Finanzierung des Erwerbs oder der Übernahme von Risiken (vor Ausgabe der Wertpapiere oder allgemeiner, sofern die Gesellschaft als Erwerber tätig wird), oder um Zahlungs- oder andere Verpflichtungen zu erfüllen, die ihr aufgrund der von ihr ausgegebenen Wertpapiere oder aufgrund von Verträgen obliegen, die sie im Zusammenhang mit ihren Tätigkeiten abgeschlossen hat.

3.4 Die Gesellschaft kann Maßnahmen zum Schutz ihrer Rechte treffen und Transaktionen jeglicher Art vornehmen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftszweck in Verbindung stehen, oder dem Gesellschaftszweck nützen und geeignet sind, seine Erreichung oder Förderung voranzubringen.

4. Dauer des Bestehens. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

5. Kapital. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (€ 31.000), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Namensaktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (€ 100) und ist vollständig einbezahlt (hier folgend bezeichnet als "Aktien"). Die Inhaber der Namensaktien werden zusammen benannt als "Aktionäre".

6. Form der Aktien. Die Aktien werden nur in Form von Namensaktien ausgegeben.

7. Zahlungen auf Aktien. Zahlungen auf Aktien, die zum Zeitpunkt der Zeichnung noch nicht voll eingezahlt waren, können zu dem Zeitpunkt und zu den Bedingungen erfolgen, wie von dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat jeweils von Zeit zu Zeit festgelegt. Eingeforderte Einzahlungen auf Aktien werden von allen in Umlauf befindlichen und nicht voll eingezahlten Aktien zu gleichen Teilen eingefordert.

Kapitel II. - Kapital

8. Kapitalerhöhungen oder - Herabsetzungen.

8.1 Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre erhöht oder herabgesetzt werden, der den rechtlichen Anforderungen die für Satzungsänderungen gelten entsprechen muss.

8.2 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien im Rahmen der rechtlich vorgesehenen Grenzen zurückkaufen.

Kapitel III. - Anleihen, Schuldverschreibungen und Andere schuldtitel

9. Namens - Oder Inhaberpapiere. Die Gesellschaft kann Anleihen, Schuldverschreibungen, Schuldtitel, die übertragbare Darlehen bescheinigen (einschließlich Schuldscheine) oder andere Schuldtitel als Namens- oder Inhaberpapiere in Zertifikatsform begeben. Anleihen, Schuldverschreibungen, Zertifikate oder andere Schuldtitel, die als Namenspapiere begeben wurden, können nicht in Inhaberpapiere umgetauscht oder umgewandelt werden.

Kapitel IV. - Verwaltungsratsmitglieder, Verwaltungsrat, Unabhängiger Wirtschaftsprüfer

10. Verwaltungsrat Oder Alleiniger Verwaltungsrat.

10.1 Im Falle vom Vorhandensein einer Mehrzahl von Aktionären, sind die Geschäfte der Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat zu führen, der aus mindestens drei Personen besteht (die "Verwaltungsratsmitglieder" und jeder ein "Verwaltungsratsmitglied"), bei denen es sich nicht um Aktionäre handeln muss.

10.2 Wird die Gesellschaft durch einen Alleinaktionär gegründet oder wird während einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur noch einen Aktionär hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch den Verwaltungsrat gemäss Artikel 10.1 oder durch den alleinigen Verwaltungsrat geführt. Hat bei einer Hauptversammlung der Aktionäre die Gesellschaft mehr als einen Aktionär sollen ihre Geschäfte nicht mehr durch den alleinigen Verwaltungsrat geführt werden und ein Verwaltungsrat gemäss Artikel 10.1 soll ernannt werden. Eine juristische Person kann Mitglied des Verwaltungsrats oder der alleinige Verwaltungsrat sein. In einem solchen Falle muss die juristische Person einen ständigen Vertreter benennen, der diese Aufgabe namens und im Auftrag der juristischen Person erfüllt. Die jeweilige juristische Person kann ihren ständigen Vertreter nur seines Amtes entheben, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernannt.

10.3 Die Verwaltungsratsmitglieder einschliesslich des alleinigen Verwaltungsrats werden von der Hauptversammlung der Aktionäre oder dem Alleinaktionär für einen Zeitraum von höchstens sechs Jahren bestellt und können wiedergewählt werden. Sie können jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder des Alleinaktionärs ihres Amtes enthoben werden. Sie bleiben solange im Amt, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied ohne Angabe der Amtsdauer ernannt wird, gilt dieses als für einen Zeitraum von sechs Jahren ab Ernennung ernannt.

10.4 Wird ein Platz im Verwaltungsrat wegen Todes oder Ausscheidens eines Verwaltungsratsmitglieds oder aus anderen Gründen frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder eine Sitzung abhalten und mit einer Stimmmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das den freien Platz besetzt, bis die nächste Hauptversammlung stattfindet, die zur Ratifizierung dieser Wahl aufgefordert werden wird.

11. Sitzungen des Verwaltungsrats.

11.1 Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende"). Der erste Vorsitzende kann von der ersten Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden. Wenn der Vorsitzende nicht anwesend sein kann, wird er durch ein Verwaltungsratsmitglied ersetzt, das zu diesem Zwecke aus der Mitte der bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitglieder gewählt wird.

11.2 Die Sitzungen des Verwaltungsrats werden von dem Vorsitzenden oder einem beliebigen Verwaltungsratsmitglied einberufen. Falls alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäss vertreten sind, können sie auf die Einhaltung der mit der Einberufung der Sitzung verbundenen Anforderungen und Formalitäten verzichten.

11.3 Der Verwaltungsrat kann nur wirksam zusammenkommen und Beschlüsse fassen, wenn eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder durch Stimmrechtsbevollmächtigte ordnungsgemäss vertreten ist.

11.4 Ein Verwaltungsratsmitglied kann bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats handeln, indem es schriftlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Stimmrechtsbevollmächtigten bestellt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied auch telefonisch zur Vertretung ermächtigen, was einer späteren schriftlichen Bestätigung bedarf.

11.5 Sämtliche Beschlüsse des Verwaltungsrates bedürfen einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Abstimmungen ist im Fall von Stimmgleichheit die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

11.6 Die Teilnahme per Videokonferenz oder per Telefonkonferenz ist erlaubt, vorausgesetzt, dass jedes teilnehmende Verwaltungsratsmitglied die Versammlung akustisch mitverfolgen und von allen anderen diese Technologie verwendenden Verwaltungsratsmitgliedern gehört werden kann; sie gelten als anwesend und sind berechtigt per Videokonferenz oder Telefon abzustimmen.

11.7 Eine wirksame Beschlussfassung des Verwaltungsrates kann mit schriftlicher Zustimmung und persönlicher Unterschrift aller Verwaltungsratsmitglieder im Umlaufverfahren erfolgen (résolutions circulaires). Die Zustimmung kann in einem oder mehreren gesonderten Dokumenten enthalten sein, die per Fax oder E-Mail übermittelt werden. Auf diesem Wege gefasste Beschlüsse sind ebenso gültig und wirksam wie bei ordnungsgemäss einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrats gefasste Beschlüsse. Das Datum der Beschlussfassung ist das Datum der zuletzt geleisteten Unterschrift.

11.8 Stimmabgaben können weiterhin auf anderem Wege erfolgen, wie beispielsweise per Fax, E-Mail oder Telefon, wobei im letzteren Falle die Stimmabgabe einer schriftlichen Bestätigung bedarf.

11.9 Das Protokoll einer Sitzung des Verwaltungsrats wird von allen bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Auszüge werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern beglaubigt.

12. Allgemeine Befugnisse des Verwaltungsrats /des Alleinigen Verwaltungsrats.

12.1 Dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwaltungsrat stehen die weitestgehenden Befugnisse zur Vornahme von Verwaltungs- und Verfügungsmaßnahmen im Interesse der Gesellschaft zu. Sämtliche Befugnisse, die nicht von Rechts wegen oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

12.2 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, Vermögenswerte der Gesellschaft in der Weise zu übertragen, abzutreten und darüber zu verfügen wie der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat es für angemessen erachten, sowie, zur Klarstellung, im Einklang mit den Bedingungen und Konditionen der von der Gesellschaft ausgegebenen Wertpapieren im Rahmen einer Verbriefung der betroffenen Vermögenswerte.

13. Übertragung von Befugnissen.

13.1 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und zur Vertretung der Gesellschaft im Rahmen des Tagesgeschäfts auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder andere Handlungsbevollmächtigte übertragen, bei denen es sich nicht um Aktionäre der Gesellschaft handeln muss; die näheren Bedingungen und die übertragenen Befugnisse legt der Verwaltungsrat fest.

13.2 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat kann sämtliche Befugnisse oder speziellen Aufgaben auch an Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft sein müssen, Handlungsbevollmächtigte und Angestellte anstellen und entlassen und deren Bezüge festlegen.

14. Vertretung der Gesellschaft. Eine Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten erfolgt, für den Fall des alleinigen Verwaltungsrats, durch die Unterschrift des alleinigen Verwaltungsrats und im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige Unterschrift der Person, der eine solche Unterschriftsbefugnis von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder vom alleinigen Verwaltungsrat übertragen wurde, jedoch nur, soweit diese Befugnis reicht.

15. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer.

15.1 Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfern (reviseur(s) d'entreprises) geprüft, die vom Verwaltungsrat oder vom alleinigen Verwaltungsrat ernannt werden.

15.2 Die unabhängigen Wirtschaftsprüfer können wiedergewählt werden.

16. Interessenkonflikte.

16.1 Verträge oder sonstige Rechtsgeschäfte der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht dadurch beeinträchtigt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an der anderen Gesellschaft oder Firma haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Handlungsbevollmächtigte oder Angestellte der anderen Gesellschaft oder Firma sind, sofern die Bestimmungen der Ziffer 16.3 beachtet werden.

16.2 Ein Verwaltungsratsmitglied, Angestellter oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter in einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, ist nicht allein aufgrund dieser Verbindung mit der anderen Gesellschaft oder Firma gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung verbundenen Fragen zu beraten, abzustimmen oder damit zusammenhängende Handlungen auszuführen.

16.3 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegenstehendes persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder verfolgt, teilt das Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat das entgegenstehende persönliche Interesse mit, lässt diese Mitteilung im Protokoll der Verwaltungsratsitzung vermerken und nimmt im Hinblick auf dieses Rechtsgeschäft nicht an Beratungen oder Abstimmungen teil. Von dem Rechtsgeschäft sowie dem persönlichen Interesse des Verwaltungsratsmitglieds, Angestellten oder Handlungsbevollmächtigten wird bei der nächstfolgenden Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft berichtet.

16.4 Gibt es nur einen alleinigen Verwaltungsrat, soll das Protokoll abweichend von Artikel 16.3, nur die Transaktionen zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Verwaltungsrat, der ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interessen hat, aufführen.

16.5 Die Regelungen der vorstehenden Absätze gelten nicht, wenn die Beschlüsse des Verwaltungsrats oder des alleinigen Verwaltungsrats laufende Geschäftstätigkeiten zu üblichen Konditionen betreffen.

Kapitel V. - Hauptversammlung

17. Befugnisse des Alleinaktionärs / der Hauptversammlung.

17.1 Die Gesellschaft kann bei ihrer Gründung einen Alleinaktionär haben, oder wenn alle Aktien der Gesellschaft von einer einzelnen Person gehalten werden. Tod oder Auflösung des Alleinaktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

17.2 Hat die Gesellschaft einen Alleinaktionär, soll dieser Alleinaktionär sämtliche Befugnisse, die der Hauptversammlung zustehen, erhalten und Beschlüsse schriftlich fassen.

17.3 Im Falle, dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Hauptversammlung die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse zur Anordnung, Durchführung oder Genehmigung von Angelegenheiten der Gesellschaft.

17.4 Die Einberufung der Hauptversammlung soll mindestens fünfzehn Tage vor der Versammlung durch den Verwaltungsrat durch schriftliche Einberufungsmittelteilung an jeden Inhaber von Namensaktien per Einschreiben erfolgen. Sofern sämtliche Aktionäre während der Hauptversammlung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind und sie alle erklären,

dass sie von der Tagesordnung ordnungsgemäß unterrichtet wurden, können diese auf die Einhaltung sämtlicher Anforderungen bezüglich Einberufung der Versammlung und Veröffentlichung der Tagesordnung verzichten.

17.5 Ein Aktionär kann sich bei einer Aktionärsversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax oder E-Mail oder durch andere entsprechende elektronische Mittel) bestellten Stellvertreter vertreten lassen, der kein Aktionär sein muss, und ist dementsprechend berechtigt, sich bei der Abstimmung durch einen Stimmrechtsbevollmächtigten vertreten zu lassen.

17.6 Die Aktionäre sind berechtigt, mittels eines Abstimmungsformulars, das eine Zustimmung, Ablehnung oder Stimmenthaltung vorsieht, im Umlaufverfahren abzustimmen. Nur die Formulare, die spätestens drei (3) Tage vor der Hauptversammlung auf die sie sich beziehen eingegangen sind, sollen bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit der Gesellschaft berücksichtigt werden.

17.7 Die Aktionäre sind berechtigt, per Telekonferenz oder Telekommunikationsmedien, anhand derer man sie identifizieren kann, an der Versammlung teilzunehmen; sie gelten für die Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und Ermittlung der Mehrheit als anwesend. Insoweit verwendete Kommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen fortwährend zu übertragen sind.

17.8 Soweit nicht durch Gesetz oder durch die Satzung abweichend geregelt, werden Beschlüsse in den ordnungsgemäß einberufenen jährlichen oder ordentlichen Hauptversammlungen der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, ungeachtet des Anteils des durch diese Stimmen jeweils vertretenen Kapitals.

17.9 Eine zur Änderung der Satzungsbestimmungen einberufene außerordentliche Hauptversammlung kann nur wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten ist und die geplante Satzungsänderung sich der Tagesordnung entnehmen lässt. Wenn die erste der vorgenannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann eine zweite Versammlung in der gemäß der Satzung oder entsprechend den gesetzlichen Regelungen vorgeschriebenen Weise einberufen werden. In der Einberufungsmittelteilung ist die Tagesordnung erneut mitzuteilen und das Datum und die Ergebnisse der vorangegangenen Versammlung anzugeben. Die zweite Versammlung kann ungeachtet des Anteils des bei der Versammlung vertretenen Kapitals wirksam beraten. Bei beiden Hauptversammlungen bedarf eine gültige Beschlussfassung einer Zweidrittelmehrheit aller abgegebenen Stimmen, der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

17.10 Eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder eine Erhöhung oder Verringerung der Verbindlichkeiten der Aktionäre kann dagegen nur einvernehmlich durch alle Aktionäre, unter Einhaltung aller weiteren rechtlichen Erfordernisse beschlossen werden.

18. Ort und Zeit der Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung wird jeweils am ersten Donnerstag im Juni um 11 Uhr, erstmalig im Jahr 2010, an einem Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, der in der Einberufungsmittelteilung näher angegeben wird. Falls dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag fällt, wird die Jahreshauptversammlung am ersten darauffolgenden Geschäftstag abgehalten.

19. Weitere Hauptversammlungen. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann weitere Hauptversammlungen einberufen. Eine Hauptversammlung ist auf Verlangen von Aktionären einzuberufen, die gemeinsam ein Fünftel des Kapitals der Gesellschaft vertreten.

20. Stimmen. Jede Aktie gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann bei jeder Hauptversammlung, selbst bei der Jahreshauptversammlung, handeln, indem er schriftlich eine andere Person bevollmächtigt.

Kapitel VI. - Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr.

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres, mit Ausnahme des ersten Geschäftsjahres, das am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2009 endet.

21.2 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat soll die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung erstellen. Er soll diese Unterlagen zusammen mit einem Geschäftsbericht der Gesellschaft mindestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung den externen Wirtschaftsprüfern vorlegen, die einen Bericht mit einer Bewertung der vorgelegten Unterlagen erstellen.

22. Gewinnausschüttung.

22.1 Jedes Jahr sind mindestens fünf Prozent (5 %) des Nettogewinns den gesetzlichen Rücklagen zuzuweisen. Eine solche Zuweisung zu den Rücklagen ist nicht mehr verpflichtend, sofern und solange die gesetzlichen Rücklagen mindestens ein Zehntel des Kapitals der Gesellschaft ausmachen.

22.2 Nachdem die Zuweisung zu den gesetzlichen Rücklagen erfolgt ist, entscheidet die Hauptversammlung über Verwendung und Ausschüttung der Nettogewinne.

22.3 Der Verwaltungsrat oder der alleinige Verwaltungsrat kann beschließen, gemäß den rechtlich vorgeschriebenen Bedingungen Interimsdividenden auszuschütten.

Kapitel VII. - Auflösung, Liquidation

23. Auflösung, Liquidation.

23.1 Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, gemäss dem Verfahren, das für die Änderungen der Satzung vorgeschrieben ist.

23.2 Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere vom Alleinaktionär oder der Hauptversammlung bestellte Liquidatoren.

23.3 Wenn keine Liquidatoren vom Alleinaktionär oder der Hauptversammlung bestellt werden, gelten die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwaltungsrat gegenüber Dritten als Liquidator(en).

Kapitel VIII. - Geltendes recht

24. Geltendes recht. Sämtliche nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Verbriefungsgesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei dreihundertzehn (310) Aktien wie nachstehend angegeben gezeichnet:

Stichting Lupercal	<u>310 Aktien</u>
Insgesamt: dreihundertzehn Aktien	310 Aktien

Diese Aktien sind sämtlich voll eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (€31.000) der Gesellschaft sofort zur freien Verfügung steht, wie gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der Notar, der die vorliegende Urkunde errichtet, erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind und bezeugt deren Erfüllung hiermit ausdrücklich.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft in Zusammenhang mit ihrer Gründung zu tragen sind beziehungsweise ihr in Rechnung gestellt werden, wurden auf ca. eintausend fünfhundert euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Erste Beschlüsse des alleinaktionärs

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hat die vorstehend genannte Partei Stichting Lupercal, die sich als ordnungsgemäß einberufen erachtet, in Vertretung des gesamten gezeichneten Kapitals und in Ausübung der Befugnisse der Hauptversammlung die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Als Anschrift der Gesellschaft wird 7, Val Ste Croix L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vorgesehen.
2. Die folgenden Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder gewählt, wobei ihr Amt jeweils anlässlich der im Jahre 2015 abzuhaltenden Jahreshauptversammlung endet:
 - a) Herr Alexis Kamarowsky, mit beruflicher Adresse in 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;
 - b) Herr Federigo Cannizzaro di Belmontino, mit beruflicher Adresse in 7, Val Sainte-Croix, L - 1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und
 - c) Herr Jean-Marc Debaty, mit beruflicher Adresse in 7, Val Sainte-Croix, L - 1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
3. Als Vorsitzender des Verwaltungsrates wird folgendes Verwaltungsratsmitglied gewählt, wobei sein Amt jeweils anlässlich der im Jahre 2015 abzuhaltenden Jahreshauptversammlung endet:
Herr Alexis Kamarowsky, mit beruflicher Adresse in 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der oben genannten erschienenen Person, die vorliegende Ausfertigung in Englisch verfasst ist, welcher eine deutsche Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll der englische Text maßgebend sein.

Daraufhin wurde die vorliegende notarielle Urkunde in Esch/Alzette an dem zu Beginn genannten Tage in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person vorgelesen wurde, unterzeichnete die erschienene Person gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde,

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 août 2009. Relation: EAC/2009/9644. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 13 août 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009110155/596.

(090132577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Biomet Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.515,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.393.

In the year two thousand nine, the twenty-seventh of July, before Francis Kessler notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Biomet Finance Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.393 (the Company), incorporated on 29 November 2007 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 109 of 15 January 2008 on page 5199. The Articles of Association of the Company have been amended for the last time on 25 March 2009 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 957 of 7 May 2009 on page 45923.

There appeared:

Biomet Europe B.V., a company incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Toermalijnring 600, 3316LC Dordrecht, the Netherlands, registered with the "Kamer van Koophandel" of Rotterdam, under the number 23089334, (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Olivier Too, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That 12,514 (twelve thousand five hundred and fourteen) shares having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;

2. Increase of the share capital of the Company;

3. Subscription to and payment in cash of the share capital increase specified above (see item 2.);

4. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company (the Articles);

5. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company, any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued share in the share register of the Company, and the registration of the changes required by the matters set out in item 3. and 4. above; and

6. Miscellaneous.

III. that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance of the Meeting.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 1 (one Euro) in order to bring the share capital from its present amount of EUR 12,514 (twelve thousand five hundred and fourteen Euro), represented by 12,514 (twelve thousand five hundred and fourteen) shares with a par value of EUR 1 (one Euro)

each, to an amount of EUR 12,515 (twelve thousand five hundred and fifteen Euro) by way of the creation and issuance of one share of the Company with a par value of EUR 1 (one Euro), and the Sole Shareholder hereby issues such new share (the New Share).

Third resolution - Subscription and Payment

The Sole Shareholder accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

Biomet Europe B.V. declares to (i) subscribe to 1 (one) share to the increase of the share capital of the Company and (ii) fully pay up such New Share by way of a contribution in cash of an amount equal to the EUR equivalent of USD 10,000,000 (ten million United States Dollars) based on the exchange rate of EUR: USD = 1:1.4048 (the Contribution in Cash).

The above Contribution in Cash to the Company, in an aggregate net amount of EUR 7,118,451 (seven million one hundred eighteen thousand four hundred fifty one Euro) is to be allocated as follows:

- (i) an amount of EUR 1 (one Euro) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company, and
- (ii) the remaining balance in an amount of EUR 7,118,450 (seven million one hundred eighteen thousand four hundred fifty Euro) is to be allocated to the share premium account of the Company.

The aggregate amount of the Contribution in Cash is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of blocking certificate issued by BGL S.A. on 24 July 2009 confirming the availability of the subscription amount on a bank account and the notary expressly acknowledges the availability of the funds so paid.

As a result of the above capital increase, the Sole Shareholder records that the share holdings in the Company after the capital increase are as follows:

Name of the Shareholder	Number of shares
Biomet Europe B.V.	12,515
Total of shares:	12,515

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the above resolution so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 5. Capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred and fifteen Euro (EUR 12,515), represented by at twelve thousand five hundred and fifteen (12,515) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) per share each."

Fifth resolution

The Meeting resolves (i) to amend the share register of the Company in order to record the number of shares held in the Company by the Sole Shareholder and (ii) to grant power and authority to any manager of the Company or any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to individually proceed on behalf of the Company to the amendment of the share register of the Company.

The Meeting furthermore resolves to grant power and authority to any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to see to any formalities in connection with the issuance of the new share of the Company to the Sole Shareholder with the Luxembourg Trade and Companies Register and the publication in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C and, more generally, to accomplish any formalities which may be necessary or useful in connection with the implementation of the third and fourth resolutions.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this share capital increase, is approximately four thousand euro (EUR 4,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-sept juillet, par-devant Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette au Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Biomet Finance Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134 393 (la Société). La Société a été constituée le 29 novembre 2007 en vertu d'un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 109 du 15 janvier 2008 à la page 5199. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 25 mars 2009, en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 957 du 07 mai 2009 à la page 45.923.

Biomet Europe B.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social à Toermalijnring 600, 3316LC Dordrecht, Pays-Bas et immatriculée sous le numéro 23089334 auprès du "Kamer van Koophandel" de Rotterdam, (l'Associé Unique);

ci-après représentée par M. Olivier Too, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte pour être enregistrées ensemble avec celui-ci.

L'Associé Unique, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que 12.514 (douze mille cinq cent quatorze) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et peut délibérer des points de l'ordre du jour reproduit ci-après;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société;

3. Souscription et paiement en espèces de l'augmentation du capital social mentionné au point 2. ci-dessus;

4. Modification consécutive de l'article 5 des statuts de la Société (les Statuts);

5. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter l'émission de la nouvelle part sociale telle que mentionnée au points 3. et 4. ci-dessus, avec pouvoir et autorisation donnés à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg de procéder pour le compte de la Société à l'inscription de la part sociale nouvellement émise dans le registre des parts sociales de la Société, et d'accomplir toutes formalités y relatives (en ce compris, afin d'éviter tout doute, le dépôt et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

6. Divers.

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant présente ou représentée à l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 1 (un euro) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 12.514 (douze mille cinq cent quatorze euros) représenté par 12.514 (douze mille cinq cent quatorze) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 euro (un euro) chacune, à un montant de EUR 12.515 (douze mille cinq cent quinze euros), par voie de l'émission de 1 (une) part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de 1 euro (un euro) et l'Associé Unique émet cette nouvelle parts sociale (la Nouvelle Part Sociale).

Troisième résolution

L'Associé Unique décide en outre d'approuver la souscription de l'augmentation de capital et sa libération de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

Biomet Europe BV déclare (i) souscrire à 1 (une) part sociale à l'augmentation du capital social de la Société et (ii) libérer et payer cette Nouvelle Part Sociale par le biais d'un apport en espèces du montant en EUR équivalent à USD 10.000.000 (dix millions de Dollars des Etats-Unis), basé sur le taux de change de EUR: USD = 1: 1,4048 (l'Apport en Espèces):

Ledit apport d'un montant total de EUR 7.118.451 (sept million cent dix-huit mille quatre cent cinquante et un euros) devra être attribué comme suit:

- (i) un montant de EUR 1 (un euro) sera attribué au compte de capital social nominal de la Société; et
 (ii) le solde de EUR 7.118.450 (sept millions cent dix-huit mille quatre cent cinquante euros) sera attribué à la réserve de prime d'émission de la Société.

Le montant total de l'Apport en Espèces est par conséquent à l'entière disponibilité de la Société, comme en atteste le certificat de blocage émis par BGL S.A. en date du 24 juillet 2009 présenté au notaire instrumentaire, ledit certificat confirmant la disponibilité du montant de souscription sur un compte bancaire. Le notaire instrumentaire reconnaît expressément la disponibilité des fonds ainsi versés

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide d'acter que l'actionariat de la Société après l'augmentation du capital est désormais le suivant:

Nom de l'Associé	Nombre de parts sociales
Biomet Europe B.V.	12.515
Total de parts sociales:	12.515

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts de la Société afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cent quinze Euros (EUR 12.515) représenté par douze mille cinq cent quinze (12.515) parts sociales d'une valeur nominale de 1 euro (un euro) chacune."

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de (i) modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y inscrire le nombre de parts sociales de la Société détenues par l'Associé Unique, et de (ii) donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg afin de procéder individuellement, au nom de la Société, aux inscriptions dans le registre des parts sociales de la Société.

L'Assemblée décide en outre d'accorder pouvoir et autorisation à tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg pour accomplir les formalités nécessaires relatives à l'émission de la part sociale de la Société à auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et concernant la publication dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, et plus généralement, d'accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles en vue de l'accomplissement de la troisième et de la quatrième résolution.

Estimation des frais

Le total des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou dont elle est responsable en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à quatre mille euros (EUR 4.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé, date qu'en tête de la présente, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: O. Too, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 juillet 2009. Relation: EAC/2009/9124. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 13 août 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009110575/201.

(090133283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2009.

6922767 Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.184.679.789,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.792.

In the year two thousand nine, on the fourth day of August,

Before us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

THERE APPEARED:

FR Horizon Topco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 138.941 and having a share capital of EUR 1,205,557,623.-,

here represented by Sophie Arvieux, lawyer, with professional address in Luxembourg, 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, by virtue of a power of attorney under private seal.

Such power of attorney, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

FR Horizon Topco S.à r.l., is the sole shareholder of 6922767 Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on February 20, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 809 of April 3, 2008. The articles of associations of the Company (the Articles) were lastly amended pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on May 12, 2009, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

I. The agenda of the meeting is as follows:

1. Decrease of the subscribed share capital of the Company by an amount of five million five hundred eighty-one thousand nine hundred four euro (EUR 5,581,904.-) in order to bring it from its present amount of one billion one hundred ninety million two hundred sixty-one thousand six hundred ninety-three euro (EUR 1,190,261,693.-), represented by one billion one hundred ninety million two hundred sixty-one thousand six hundred ninety-three (1,190,261,693) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each to one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine euro (EUR 1,184,679,789.-), represented by one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine (1,184,679,789) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, so that the amount of five million five hundred eighty-one thousand nine hundred four euro (EUR 5,581,904.-) will be repaid to the sole shareholder;

2. Subsequent amendment of article 5.1. of the articles of association of the Company in order to reflect the share capital decrease adopted under item (1.) above which shall henceforth read as follows:

"Art. 5.1. The share capital is set at one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine euro (EUR 1,184,679,789.-), represented by one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine (1,184,679,789) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

3. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any employee of ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the shares in the register of shareholders of the Company;

4. Miscellaneous.

II. The sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to decrease the subscribed share capital of the Company by an amount of five million five hundred eighty-one thousand nine hundred four euro (EUR 5,581,904.-) in order to bring it from its present amount of one billion one hundred ninety million two hundred sixty-one thousand six hundred ninety-three euro (EUR 1,190,261,693.-), represented by one billion one hundred ninety million two hundred sixty-one thousand six hundred ninety-three (1,190,261,693) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each to one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine euro (EUR 1,184,679,789.-), represented by one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine (1,184,679,789) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, so that the amount of five million five hundred eighty-one thousand nine hundred four euro (EUR 5,581,904.-) will be repaid to the sole shareholder and five million five hundred eighty-one thousand nine hundred four (5,581,904.-) shares will be cancelled.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the sole shareholder resolves to amend article 5.1. of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

"Art. 5.1. The share capital is set at one billion one hundred eighty-four million six hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine euro (EUR 1,184,679,789.-), represented by one billion one hundred eighty-four million six

hundred seventy-nine thousand seven hundred eighty-nine (1,184,679,789) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

Third resolution

The sole shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company and any employee of ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A, acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,000.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le quatrième jour de août,

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute,

A COMPARU:

FR Horizon Topco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.941 et ayant un capital social de EUR 1.205.557.623,-,

ici représentée par Sophie Arvieux, avocate, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

FR Horizon Topco S.à r.l., est l'associé unique de 6922767 Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée (la Société), constituée suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 20 février 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 809 du 3 avril 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en date du 12 mai 2009, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital social souscrit de la Société d'un montant de cinq millions cinq cent quatre-vingt un mille neuf cent quatre euros (EUR 5.581.904,-) afin de le porter de son montant actuel de un milliard cent quatre-vingt dix millions deux cent soixante et un mille six cent quatre-vingt treize euros (EUR 1.190.261.693,-), représenté par un milliard cent quatre-vingt dix millions deux cent soixante et un mille six cent quatre-vingt-treize (1.190.261.693) parts sociales à un milliard cent quatre-vingt quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt neuf euros (EUR 1.184.679.789,-) représenté par un milliard cent quatre-vingt quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt-neuf (1.184.679.789) parts sociales, de sorte que le montant de cinq millions cinq cent quatre-vingt un mille neuf cent quatre euros (EUR 5.581.904,-) soit remboursé à l'associé unique;

2. Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société afin de refléter la réduction du capital social adoptée au point (1.) ci-dessus qui aura désormais la teneur suivante:

"Art. 5.1. Le capital social est fixé à un milliard cent quatre-vingt quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt neuf euros (EUR 1.184.679.789,-) représenté par un milliard cent quatre-vingt quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt neuf (1.184.679.789) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

3. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et à tout employé de ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription de l'annulation des parts sociales dans le registre des associés de la Société;

4. Divers.

II. L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de réduire le capital social souscrit de la Société d'un montant de cinq millions cinq cent quatre-vingt-un mille neuf cent quatre euros (EUR 5.581.904,-) afin de le porter de son montant actuel de un milliard cent quatre-vingt-dix millions deux cent soixante et un mille six cent quatre-vingt treize euros (EUR 1.190.261.693,-), représenté par un milliard cent quatre-vingt-dix millions deux cent soixante et un mille six cent quatre-vingt-treize (1.190.261.693) parts sociales à un milliard cent quatre-vingt-quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt-neuf euros (EUR 1.184.679.789,-) représenté par un milliard cent quatre-vingt quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt-neuf (1.184.679.789) parts sociales, de sorte que le montant de cinq millions cinq cent quatre-vingt-un mille neuf cent quatre euros (EUR 5.581.904,-) soit remboursé à l'associé unique et cinq millions cinq cent quatre-vingt-un mille neuf cent quatre parts sociales (5.581.904,-) soient annulées.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

"Art. 5.1. Le capital social est fixé à un milliard cent quatre-vingt-quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt neuf euros (EUR 1.184.679.789,-) représenté par un milliard cent quatre-vingt-quatre millions six cent soixante-dix neuf mille sept cent quatre-vingt-neuf (1.184.679.789) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Troisième résolution

L'associé unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et à tout employé de ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription de l'annulation des parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 2.000,-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: S. ARVIEUX et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 août 2009, Relation: LAC/2009/31991, Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur, (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 18 août 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009110290/157.

(090132203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Cifrom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 136.960.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille neuf,

Le vingt-trois juillet,

Par devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

Monsieur François Régis MOTTE, directeur de sociétés, né à Hem (France), le 3 avril 1951, demeurant à B-7730 Nechin, 1c, rue de la Festingue,

représenté par Maître Marie-Béatrice WINGERTER DE SANTEUL, avocate à la Cour, demeurant professionnellement à L-2551 Luxembourg, 41, avenue du 10 Septembre,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 6 juillet 2009,

laquelle procuration, paraphée "ne varietur", restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Ledit comparant, représenté comme indiqué ci-avant, a exposé au notaire instrumentaire et l'a prié d'acter:

Que la société anonyme "CIFROM S.A.", avec siège social à L-2551 Luxembourg, 41, avenue du 10 Septembre, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 29 février 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 854 du 8 avril 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 136.960.

Que le capital de ladite société est à ce jour de cinquante mille euros (EUR 50.000,00), représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,00) chacune.

Que Monsieur François Régis MOTTE, prénommé, est devenu successivement propriétaire de toutes les actions de ladite société "CIFROM S.A.".

Que l'actionnaire unique a décidé de dissoudre la société à partir de ce jour.

Que Monsieur François Régis MOTTE, prénommé, se nomme liquidateur de la société et déclare qu'il a repris tout l'actif, a réglé tout le passif connu de la société et s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la société et inconnu à ce jour.

Qu'en conséquence, la société "CIFROM S.A." se trouve liquidée et a cessé d'exister.

Que le comparant, représenté comme dit, donne entière décharge aux administrateurs et commissaire en fonction.

Que les livres et documents sociaux de la société seront déposés et conservés pendant cinq ans à L-2551 Luxembourg, 41, avenue du 10 Septembre.

Et à l'instant-même il a été procédé à l'annulation des actions.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Wingerter de Santeul, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 juillet 2009. Relation LAC/2009/ 30844. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 5 août 2009.

Emile SCHLESSER.

Référence de publication: 2009109800/45.

(090131946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Caldwynn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 147.709.

STATUTS

L'an deux mille neuf, le six août.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société "CARDALE OVERSEAS INC.", établie et ayant son siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 3175 (Iles Vierges Britanniques), inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques en tant que International Business Company sous le numéro 137942,

ici représentée par Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon, en vertu d'une procuration sous seing prive lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "CALDWYNN S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société a en outre pour objet l'achat, la vente, la construction, ainsi que la promotion, la gérance et la location d'immeubles ainsi que toutes opérations et activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social décrit ci-devant.

La Société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires, Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le deuxième jeudi du mois de juin à 14.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite, de l'assentiment de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2009.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2010.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique la société "CARDALE OVERSEAS INC.", prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 2) Comme autorisé par la Loi et les statuts, Monsieur Thierry ADOR, avocat, né à Genève (Suisse), le 27 juillet 1954, demeurant à CH-1247 Anières, 375, route d'Hermance, est appelé à la fonction d'administrateur unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.
- 3) La société à responsabilité limitée "Benoy Kartheiser Management S.à r.l.", en abrégé "BKM", avec siège social à L-1140 Luxembourg, 47, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 33849, est appelée à la fonction de commissaire aux comptes de la Société.
- 4) Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2014.
- 5) Le siège social de la Société sera établi à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué approximativement à mille deux cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: DIDERRICH - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 août 2009. Relation GRE / 2009/2918. Reçu soixante quinze euros 75 EUR

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 19 août 2009.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009109621/226.

(090131605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2009.

Patron Elke S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.590.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 30 juillet 2009

Troisième résolution

L'Associé unique accepte le transfert de siège de la Société du 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet au 30 juillet 2009;

Quatrième résolution

L'Associé unique prend note et autorise le changement d'adresse professionnelle des gérants comme suit:

- Michael VANDELOISE du 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet au 30 juillet 2009;

- Géraldine SCHMIT du 121, Avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg au 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg avec effet immédiat.

Cinquième résolution

L'Associé unique, Patron Elke Holding S.à r.l., a également changé son adresse professionnelle du 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet au 30 juillet 2009.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009105900/24.

(090126521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2009.

ProLogis UK IX Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.888.

à rayer: Suite à un contrat daté du 08 juillet 2009 quatre-vingt-quinze mille neuf cents (95900) parts sociales détenues dans la Société par son actionnaire unique, càd, ProLogis European Finance II S.à r.l. ont été transférées à ProLogis European Finance XIII S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Finance XIII S.à r.l. 95900 parts

Total 95900 parts sociales

Le 08 juillet 2009.

ProLogis Directorship Sàrl

Gérant

Représenté par Gareth Alan Gregory

Gérant

Référence de publication: 2009108160/20.

(090129317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2009.

St Pierre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.125.796,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 100.715.

In the year two thousand and nine, on the twenty first of July,

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared,

Me Katia Bartholomé, licenciée en droit, residing in Luxembourg, as proxyholder on behalf of

St Yvette S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 40.962 pursuant to a proxy dated 21st July 2009, which shall be registered together with the present deed (the "Sole Shareholder"), being the sole shareholder of St Pierre S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, incorporated on 6 May 2004 by deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 692 of 6 July 2004. The articles of incorporation of the Company have been amended several times and for the last time by deed of Maître Henri Hellinckx, then notary residing in Mersch, on 27 January 2006, published in the Mémorial C, number 1221 of 24 June 2006.

The appearing party declared and requested the notary to state that:

1. The Sole Shareholder holds all the thirty-six thousand three hundred and sixteen (36.316) shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken.

2. The item on which resolution is to be passed is the following:

To renumber the article 12 of the articles of association of the Company in article 12.1 and to add a new article 12.2 which shall be worded as follows:

"In case of plurality of Managers, the Board of Managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a Manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Board of Managers shall meet when convened by one Manager.

Notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each Manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each Manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Managers are present or duly represented.

A majority of Managers present in person, by proxy or by representative are a quorum.

Any Manager may act at any meeting of Managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another Manager as his proxy. A Manager may represent more than one Manager.

Any and all Managers may participate in a meeting of the Board of Managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the Managers.

Resolutions in writing approved and signed by all Managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Board of Managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the Board of Managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman."

3. Thereafter the following resolution was passed.

Sole resolution

It is resolved to renumber the article 12 in article 12.1 and to add a new article 12.2 as set forth in the agenda.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil neuf, le vingt et unième jour du mois de juillet,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu,

M^e Katia Bartholomé, licenciée en droit, résidant à Luxembourg, mandataire pour le compte de

St Yvette S.à r.l. une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.962, en vertu d'une procuration datée du 21 juillet 2009, qui doit être enregistrée ensemble avec le présent acte, ("Associé Unique"), étant l'associé unique de St Pierre S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituée le 6 mai 2004 par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 692 du 6 juillet 2004. Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch, du 27 janvier 2006, publié au Mémorial C, numéro 1221 du 24 juin 2006.

Le comparant déclare et prie le notaire de statuer que:

1. L'Associé Unique détient la totalité des trente-six mille trois cent seize (36.316) parts sociales de la Société, de sorte que les décisions peuvent être valablement prises.

2. Le point sur lequel une résolution est prise est le suivant:

Renommer l'article 12 des statuts de la Société en article 12.1 et ajouter un nouvel article 12.2 qui sera rédigé comme suit:

"Dans le cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un des gérants.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie, câble, télégramme, télex ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Une majorité de gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit, par fax ou par tout autre moyen électronique de communication un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication électronique approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, qui est signé par le président".

3. Suite à quoi, la résolution suivante a été prise.

Résolution unique

Il est décidé de renuméroter l'article 12 en article 12.1 et d'ajouter un nouvel article 12.2 comme prévu dans l'ordre du jour.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Fait à Luxembourg à la date susmentionnée.

Après lecture de ce procès-verbal, la partie comparante a signé le présent acte conjointement avec le notaire.

Signé: K. BARTHOLOME et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 juillet 2009. Relation: LAC/2009/30147. Reçu soixante-quinze euros (75 €)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME - délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 18 août 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009110262/121.

(090132352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.

Yakima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 69.099.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 23 juillet 2009

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de ne pas réélire Grant Thornton S.A., 53, rue Jean Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg, et d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2008:

commissaire aux comptes:

ComCo S.A., 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

L'assemblée décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur et de président de Monsieur Sergio Vandt avec effet immédiat.

L'assemblée décide de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Davide Murari avec effet immédiat.

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle du 9-11, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, au 19/21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juillet 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliaire
Signatures

Référence de publication: 2009105987/23.

(090126766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2009.

Matrix Property Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.097.

—
Extrait des résolutions des associés du 31 juillet 2009

Il résulte des dites résolutions que:

Le siège social de la Société sera transféré du 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 291 Route d'Arlon L-1150 Luxembourg au avec effet au 31 juillet 2009

1. Mr. Jan Willem Overheul, demeurant professionnellement 20, rue de la Poste, L-2346 à Luxembourg a démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

2. Mr. Paul Lefering, demeurant professionnellement 20, rue de la Poste, L-2346 à Luxembourg a démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

3. Mr. Hille-Paul Schut, demeurant professionnellement 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg à démissionné de sa fonction de Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009.

4. Mr. Russell Perchard demeurant professionnellement 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg a été nommé Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009 pour une durée indéterminée.

5. Mr. Costas Constantinides demeurant professionnellement 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg a été nommé Verwaltungsratsmitglied de la Société avec effet au 31 juillet 2009 pour une durée indéterminée.

Le conseil de Verwaltungsrat est désormais composé comme suit:

- Mr. Russell Perchard Verwaltungsratsmitglied;
- Mr. Costas Constantinides Verwaltungsratsmitglied and
- Ms. Ian Blake, Verwaltungsratsmitglied

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait et signé à Luxembourg, le 31 juillet 2009.

Pour Matrix Property Fund Management (Luxembourg) S.A.

Mr Russell Perchard
Verwaltungsratsmitglied

Référence de publication: 2009107561/30.

(090129696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2009.

Bioone Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8057 Bertrange, 13-15, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 142.338.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009110131/10.

(090132771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2009.
